

L'eau d'espoir

Les Nations Unies ont inscrit pour 2030 l'objectif de développement durable ODD#6, l'accès pour tous à une eau propre et à l'assainissement. Cet objectif a lui-même des implications transversales sur les 16 autres ODD. C'est un des éléments clés du développement, de la santé et de la sécurité alimentaire.

L'eau est un bien commun qu'il nous faut gérer durablement, à tous niveaux : individus, industries, collectivités, états.

Dans leur analyse stratégique, de nombreuses entreprises font déjà le lien entre gestion de l'eau, changements climatiques et impacts sur leur environnement et leur rentabilité. L'association CDP, dans son récent rapport mondial sur le thème de l'eau, collecte les informations relatives à la gestion de l'eau de plus de 2 000 multinationales. Les plus avancées d'entre elles établissent un prix interne de l'eau pour comptabiliser les coûts et les bénéfices aux niveaux social et environnemental. Ces entreprises ont engagé 23,4 milliards de dollars en 2017 sur plus de 1 000 projets liés à l'eau dans 91 pays. C'est important certes, mais le G20 estime les besoins en investissements dans le secteur de l'eau par les entreprises, les villes et les pays à 7 300 milliards de dollars d'ici 2030. Les projections actuelles soulignent par conséquent qu'il manque 1 500 milliards de dollars d'investissement dans le secteur.

”

La sagesse du long terme est la condition pour que l'eau retrouve son rôle premier : une ressource d'avenir, une source de vie.

”

Au niveau des États, les agences de bassin ont pour mission essentielle de gérer la ressource pour assurer une quantité et une qualité de l'eau dans leurs bassins hydrographiques. On retrouve dans cet objectif de bonne gestion de la qualité des eaux la nécessité d'interactions fortes avec l'agriculture au niveau des bassins versants(s). Certains opérateurs s'engagent ainsi dans une élimination des intrants chimiques de synthèse sur les terres concernées, avec le basculement vers une agriculture bio. Cela constitue un exemple positif de l'indissociabilité des sujets d'environnement car, comme je l'ai déjà évoqué, les écosystèmes sont interdépendants les uns des autres.

Les grands projets d'adduction et de traitement de l'eau mobilisent des énergies et des financements colossaux. Ils sont pilotés par des organisations internationales de développement et de financement ou par des entreprises de taille mondiale. Ils sont nécessaires mais pas suffisants, car essentiellement liés à des zones urbaines à forte densité de population. Dans les pays désertiques riverains d'une masse d'eau salée, la production d'eau douce par le dessalement de l'eau de mer demeure une solution difficilement généralisable à d'autres contrées car fortement consommatrice d'énergie, même si l'évolution des recherches permet d'envisager une nette réduction des besoins énergétiques et donc des coûts associés.

A l'autre extrémité du spectre, je veux rendre un hommage tout particulier aux ONG qui prennent pour mission de fournir une eau potable à bas coût au plus près des besoins dans les zones rurales ; et de rendre cette fourniture pérenne par la création de microentreprises locales, une forme aboutie de l'économie sociale et solidaire.

Les grands travaux et la multitude d'initiatives locales ont un même but, avec des approches différentes et généralement complémentaires. Souvent même, certains acteurs industriels mènent en parallèle des actions à petite échelle auprès des populations par le biais de fondations ou de partenaires locaux de la société civile. Pour l'eau comme pour le climat, la technologie et la finance sont indispensables, mais elles ne seront pas suffisantes pour résoudre le grand défi qui se pose à nous. Car le problème est avant tout une question de comportements individuels et collectifs, d'acquis qu'il faut accepter de remettre en question, tout comme un modèle de développement qui est loin d'être durable.

Nous disposons depuis longtemps de tous les outils d'observation, d'analyse et de diffusion, et nous ne pouvons pas prétendre ne pas savoir. Dès 1972, le rapport Meadows pour le Club de Rome « Les limites à la croissance (dans un monde fini) » nous alertait sur l'inanité d'un modèle voué à l'échec. Après le sommet de la Terre de Rio en 1992, le Prix Nobel de physique Henry Kendall lançait un appel signé par 1 700 scientifiques pour mobiliser les décideurs politiques. Aujourd'hui ce sont 15 000 scientifiques de toutes spécialités et de 184 pays qui, de nouveau, nous mettent en garde contre notre course à la destruction accélérée du monde naturel. A ma mesure, je peux mentionner le documentaire réalisé en 2012 – *La soif du monde* – qui reste malheureusement pleinement d'actualité.